



Ingénieurs du Contrôle de la Navigation Aérienne

www.icna.fr

Ensemble, donnons le bon cap !
Vous informer.
Vous alerter.
Vous aiguiller.

SECTION LOCALE LFBB

Bordeaux, le 16 Novembre 2015

Un CT local sous tension

L'UNSA-ICNA attendait ce CT de pied ferme pour réaffirmer point par point localement les raisons pour lesquelles nos administrations locale et nationale doivent se mobiliser et aider à la réussite d'un protocole enfin positif pour les personnels techniques, et notamment les ICNA.

Le syndicat majoritaire quant à lui, en conflit social avec le gouvernement, s'est montré très ferme dans sa déclaration liminaire qui dresse un constat identique à celui de l'UNSA. Mais à l'image de leur préavis « atypique », (*suspendu depuis les événements de Paris*), et alors que le chef de centre en CT local confirmait en séance qu'il ne pouvait pas se permettre d'avoir plus de régulations cet été (*notamment du fait de RP2!*), le SNCTA a garanti qu'ils seront encore de bons élèves dociles.

Une opposition forte entre SNCTA et Administration d'un côté et UNSA de l'autre est donc apparue sur la stratégie locale et sur le dossier EEE.

Mais peut-être peuvent-ils encore se rebiffer ? Que ce soit clair, aucune porte n'est jamais fermée. Si le SNCTA voulait bien refermer le thème de la flexibilité qui brise nos conditions de travail, pour se concentrer enfin sur la reprise des recrutements, il y aurait de fait aujourd'hui proximité de point de vue sur un grand nombre de sujets avec l'UNSA-ICNA et l'UNSA dans son ensemble.

Nous avons pu constater qu'entre les aléas du déploiement EEE, l'obsolescence des moyens techniques, l'état désastreux des effectifs du BTIV et ceux non moins préoccupants des ICNA, le Chef de centre eut fort à faire pour tenter de calmer le jeu dans ce CT.

Projet 3E : un coup à 18 bandes ?

L'UNSA a réaffirmé avec force et conviction que la situation actuelle et future de crise était de la responsabilité de l'échelon central et du gouvernement. Nos managers à Paris ont volontairement mis le feu aux poudres dans la filière technique avec l'externalisation des services techniques, laissé les effectifs IESSA aller à vau-l'eau et déclenché ainsi l'ire de nos collègues confrontés à une quantité sans cesse grandissante de dossiers, sans parler du conflit qui dure encore au CESNAC, et qui nous « sautera » bientôt à la figure.

Côté ICNA, le saut technologique assumé par les salles de Brest et Bordeaux est grand. Compte tenu des efforts déjà consentis par les ICNA, soit : 2100 jours de formation sur 14j, et 26 simuls (16h) par ICNA (tout de même !!), l'UNSA-ICNA considère impensable d'imposer à nouveau ces contraintes aux ICNA fin 2016 début 2017 si EEE devait être repoussé du fait de l'échec des négociations sociales en cours.

Jouer encore les bons élèves après le manque de reconnaissance, les provocations et trahisons multiples subies depuis des années par notre profession du fait des gouvernements successifs est tout simplement inconcevable, et l'UNSA dit STOP.

Ainsi pour l'UNSA-ICNA, si la date butoir du 6 mars 2016 pour la MEST d'EEE ne pouvait être tenue, elle devrait être repoussée par semaines glissantes en fonction de l'impact de la grève des IESSA sur le calendrier.

Pour ce faire, l'UNSA se positionne dès à présent dans cette éventualité pour la mise place d'un plan de régulations drastique garantissant la sécurité et encadrant notre prise en main opérationnelle.

A notre fermeté, l'administration qui ne peut assumer à LFBB des régulations, nous a sorti un argument massue.

En effet, mettre des régulations en été serait en fait « dangereux pour la sécurité à cause du trafic qui s'échappe » !!

On comprend enfin la réticence de certains à protéger les PC sur les UCE par des régulations ! (sic)

Le chef de centre, en très bon Général qu'il est, est alors venu sauver ses troupes, pour lâcher évidemment que la vraie raison était que l'administration ne pouvait pas assumer des régulations importantes pendant l'été aéronautique.

Tiens-tiens ! Nous y voilà !

Chers collègues, amis Aixois, amis Bretons, amis Parisiens, et amis Rémois, l'heure tant attendue est arrivée !
Les masques tombent.

Si l'administration veut bien des 20 % de gain de productivité (sic) officiellement attendus par les nouveaux outils, elle refuse d'assumer les régulations qui se doivent d'accompagner une telle révolution.

Le parti pris est donc qu'il vaut mieux en cas de retard faire peser le poids de la transformation une fois de plus sur la salle exclusivement alors que l'effectif par équipe aura encore chuté, plutôt que de déployer dès que possible, ce qui permettrait au contraire à la salle de pouvoir souffler dès la fin de l'été aéronautique 2016.

Au lieu de cela, la salle bordelaise, au prochain grain de sable, risque de se voir imposer tout un hiver aéronautique supplémentaire de formation et de déploiement, mais cette fois-ci probablement à 18 par équipe avec des contraintes notamment en terme de dépôt de congés autrement plus fortes que celles prévues pour cet hiver.

Soit un bilan de 3 hivers de formation enchainés avec 3 étés de trafic record.

Nous souhaitons que chacun prenne conscience dès aujourd'hui qu'une alternative existe.

Les efforts consentis par les ICNA et les personnels des subdivisions sur ce projet ont été considérables alors que dans le même temps les effectifs dans les équipes atteignent un niveau historiquement bas.

La gestion calamiteuse de SDRH sur le dossier IESSA hypothèque durement l'avenir et risque de faire capoter un projet structurant pour la salle.

« PERSONNE N'EST AU DESSUS DES LOIS » : NOTRE « JUST CULTURE » N'EST PAS LÉGALE !

Suite à l'événement de pénétration involontaire de la R9 à Bordeaux en Février, les suites données ont donc été évoquées. L'administration a ainsi choisi d'évoquer seulement le gain de l'affichage dont évidemment tout le monde se félicite.

Mais pour l'UNSA-ICNA, cette affaire va bien plus loin et les contours de la JUST CULTURE au sein de la DSNA doivent être précisés pour que chacun prenne conscience que le traitement non punitif des événements involontaires n'ayant pas entraîné de dommages n'est pas garanti.

Au CRNA/SO cette pénétration involontaire sans dommage ni incident ou accident, a fait l'objet d'une enquête judiciaire préliminaire menée le Procureur de la République suite à dénonciation militaire. Ainsi, sans plainte formelle, et malgré tous les efforts de notre administration pour soutenir ses agents dans le cadre de la Just-Culture il faut le souligner et les remercier, le procureur s'est autosaisi de l'affaire comme il en a le droit, et a donc souhaité auditionner (contrôleurs, CDS, et chef de service).

Concernant les contrôleurs, ils ont été entendus (parfois plus de 4h) pour une mise en cause dans le cadre d'une infraction pénale avec comme motif la « **MISE EN DANGER DÉLIBÉRÉE D'AUTRUI** » (*faute pénale susceptible d'être sanctionnée par une peine de prison et une amende même s'il n'y a aucun dommage*).

Les OPJ (Officiers de Police Judiciaire) sont ensuite venus dans le centre et en salle perquisitionner. Ambiance !!

Pourtant la JUST CULTURE avait été efficace. Ainsi, après audition des contrôleurs et du CDS par la QS, du REX en briefing spécialisé à la salle de contrôle, de la commission de sécurité, le CRNA/SO avait pu faire évoluer avec les militaires la procédure d'activation et de visualisation.

Le problème réside dans le fait que la JUST CULTURE n'est tout simplement pas légale d'après le parquet et que ce dernier a pris de cours tout le monde dans ses initiatives.

Mais en avons-nous réellement tous conscience ?

En réalité, la partie du règlement 376/2014 censé nous protéger en cas d'événement est simplement un « considérant ». Aussi, concernant les protections et leurs limites, elles s'exercent à l'encontre d'actions susceptibles d'être engagées par l'employeur (article 16-9) ou par l'Etat (article 16-6).

S'agissant de l'Etat, ces protections s'exercent « **sans préjudice du droit pénal applicable** » : en d'autres termes, une action pénale peut être engagée par le parquet à l'encontre d'un notifiant qui aurait commis une infraction pour laquelle il bénéficie par ailleurs de protections vis-à-vis d'actions de son employeur et de l'Autorité (c'est-à-dire de la DGAC).

L'application des principes de JUST CULTURE est donc laissée à l'appréciation des magistrats (parquet ou juges) en charge des dossiers !! Et celle-ci ne nous protège pas.

L'UNSA-ICNA a demandé au chef de centre qu'un rappel soit fait à tous sur ce point et l'a interpellé sur ce qu'il advient en réalité de nos FNE.

Il nous a confirmé que la FNE était obligatoire, que le non respect des consignes quel qu'elles soient était sanctionnable pénalement, et que l'administration allait le rappeler.

Au moins c'est clair, et l'UNSA (ICNA, IESSA et TSEEAC) en a pris bonne note, et saura s'en servir.

Des moyens techniques pilotés à vue...

...et au moindre nuage c'est la panique à bord !

L'UNSA a dénoncé les dysfonctionnements techniques qui remettent sérieusement en question l'adage de l'administration selon lequel : « nos moyens sont obsolètes mais fiables » .

Jugez en vous-même :

- Panne structurelle d'un serveur PGRL bloquant l'affichage dynamique de plusieurs zones militaires obligeant le CDS à des lignes de codes XSALGOS supplémentaires. Le serveur a 17 ans d'âge. Est-ce encore considéré comme un bon millésime ?! Votre ordinateur personnel à la maison date-t-il de 17 ans? D'après vous, comment fonctionnerait-il si tel était le cas?
- Pannes systématiques des radars (LESTIAC, AUCH, BIARRITZ) générant des gestions d'image à la limite du dégradé...
- Externalisation de la gestion des lignes téléphoniques dans un réseau appelé SETINET, détenu par ...

...SKYGUIDE (!) après le non-renouvellement du contrat sur les Lignes Louées Internationales (LLI), et générant des délais de maintenance difficile à anticiper par nos superviseurs techniques.

- Etc.

Le chef de centre lui-même fut contraint de reconnaître la fragilité de nos systèmes face aux exemples concrets de l'UNSA.

Chacun le sait, nous payons aujourd'hui les errements et fautes de l'échelon central sur ces questions, comme sur les autres d'ailleurs, qui mettent à mal la sécurité du ciel français. Pourvu qu'un procureur de la République ne soit pas tenu informé !?

Effectif BTIV à -2 : sauve qui peut !

Face à des aléas médicaux et malgré un départ en mutation repoussé, l'effectif du BTIV descend à 9 (au lieu de 11). Afin d'éviter que les agents BTIV ne soient confrontés à des ténues de postes hors cadre, l'UNSA a voté pour un aménagement de leurs horaires (accord unanime des personnels) **pour une durée transitoire de 6 mois sans reconduction tacite**, et en donnant crédit à l'engagement solennel du chef de centre.

Compte tenu des impératifs concernant le service d'alerte, un GT devra se réunir avec la présence des CDS afin de réfléchir aux risques de fermeture du BTIV et des procédures à suivre dans ce cas.

Mais soyons clairs tout de suite : la reprise des fonctions BTIV par les CDS, pour l'UNSA ICNA c'est NON !

Dispositions relatives aux CDS/CE/ACDS

Faisant vivre localement le texte national avec nos dispositions locales depuis 8 ans, l'UNSA-ICNA qui a travaillé sur ce sujet avec le SNCTA (CGT absente) et a ainsi validé les ajustements proposés avec l'augmentation du nombre d'ICCNA nommés à la fonction CDS, suppression du quotas 12/36.

L'UNSA attend, au profit de la population encore bloquée quant à l'accès au 4^{ième} grade, les effets de la double-rotation CDS et CE en 2016 pour bouger si besoin plus significativement les curseurs.

De nouveaux écrans sinon rien !!

Unanimement dénoncés au CRNA SO depuis des années, le format des écrans MAGE n'est pas adapté à nos besoins.

Ils ne permettent pas par exemple de visualiser correctement le secteur P, et l'utilisation du zoom n'est pas non plus préconisée pour faire de la séparation radar : A quand des écrans en position verticale sur les secteurs P et T ?

En 2013, les écrans noirs du CRNA/SE ont causé leur remplacement en urgence par les écrans NEC de même format sans aucune concertation avec les ICNA.

En effet, pourquoi demander à l'utilisateur !!

Ainsi, contrairement à toutes les recommandations internationales sur la prévention des risques en aéronautique, notre administration fait toujours le contraire dans l'impunité la plus totale.

Chose amusante mais navrante, elle pousse même la provocation jusqu'au bout, en faisant la promotion de EEE à l'international, avec l'aide des ICNA opérationnels, avec un écran plus grand: un écran carré de ... 36 pouces, avec une résolution nettement supérieure à celle de nos bons vieux BARCO.

La DSNA ignore volontairement les problèmes identifiés dans le cadre du déploiement EEE (surcharge liée à l'étiquette, surcharge liée à la boîte fréquence, petitesse des caractères, etc.).

C'est donc tout naturellement que l'UNSA-ICNA s'est associé au vote formalisé en CT pour faire valoir notre exigence de nouveaux écrans ASAP plus grands qu'actuellement.

Stage en immersion

Personne ne sera surpris, le prestataire du CRNA ne donne pas satisfaction. L'administration en a conscience et malgré ses efforts, a du mal pour le moment à faire respecter les contrats signés. L'appel d'offre en cours n'est guère enthousiasmant.

Le chef de centre en personne a donc pris ce dossier en main, et a donc décidé qu'il annulerait les stages si le contrat avec le prestataire n'était pas respecté dans les temps.

Quand rien ne va, ... !

Quotas absence début 2016

UNSA-ICNA et SNCTA ont obtenu de l'administration des chiffres acceptables pour début 2016 après de fortes craintes. En effet, 9 équipes sur 12 tombent à 19 PC en début d'année et les IEEE ne sont pas attendus avant le 13 mai, si tout va bien !

Une attention particulière a été portée aux vacances de février (du 13 au 28). Mais en contrepartie, et de manière exceptionnelle, il faudra communiquer l'effectif réel et donc nos congés, 4 cycles à l'avance du 25 janvier au 6 mars. Un avant-goût de 2017 !! Nous suggérons au CE des équipes d'anticiper et d'alerter les PC de cette contrainte.

Et pendant de temps là, les bilatérales approchent !

Les dernières élections professionnelles ont été claires, la nécessité de résultat est une obligation ou ce sera la plus grande crise connue du contrôle aérien l'année prochaine.

Le protocole 2016 doit ainsi inverser la tendance des années précédentes et corriger les erreurs du passé tellement la dégradation des conditions de travail a été forte et le malaise créé important.

Ce qu'attend l'UNSA est un accord social d'avenir qui s'appuie sur des piliers réaffirmés.

Des recrutements sur une perspective de 5 à 10 ans !!

Sur ce point, la section LFBB de l'UNSA ICNA rejoint celle d'Aix-en-Provence quant à l'élaboration d'un effectif minimal par équipe en CRNA, car la simple visualisation de la pyramide des âges exige ce plan de sauvetage.

L'UNSA-ICNA, comme d'autres, réaffirme que le socle basé sur l'équipe et le 1j/2 sur le cycle est aujourd'hui extraordinairement moderne, et doit être reconduit.

L'organisation actuelle au CRNA SO permettrait avec des équipes à nouveau à 21 d'ouvrir 18 secteurs hors vac comp. Pour mémoire cet été nous avons ouvert en pointe 16 secteurs.

L'UNSA-ICNA n'est pas a priori contre toute forme d'adaptabilité nouvelle, et d'ailleurs le prouve bien à Bordeaux, mais il ne faut pas faire n'importe quoi.

Rémunérations, retraites :

Ce point fait certainement le consensus chez les ICNA, y compris chez les sympathisants confédérés qui sont aujourd'hui aussi pour la plupart exaspérés des promesses non tenues des ministres successifs démontrant par l'exemple la triste réalité de la valeur de la parole donnée par un politique.

Le fossé concernant nos conditions de travail, nos rémunérations, et nos retraites s'est encore accentué par rapport à nos voisins européens, et rien ne le justifie.

Nous sommes en effet les contrôleurs qui travaillons aujourd'hui le plus, le plus longtemps (59 ans au lieu de 55 ans), avec le salaire le plus faible (50 % de moins), et qui avons une pension de retraite ridicule à 37% du dernier traitement net (70% dans le reste des prestataires).

Depuis 9 ans, malgré tous les efforts faits par les personnels, nous avons de surcroît subi une baisse de pouvoir d'achat estimée cette année à environ 600€ brut/mois auquel il faut ajouter 200€/mois pour les promos avant 98.

La coupe est donc pleine, et l'accord social avec l'Etat devra non seulement gommer cela mais également valoriser l'ensemble des efforts réalisés.

Pour ce qui est de la retraite, la prise en compte d'une partie plus importante des primes avec la création de l'Indemnité de Sujétion Spéciale du Contrôle Aérien (ISSCA) devra commencer pour que le plus vite possible cela atteigne la vitesse de croisière.

Cette Indemnité de Sujétion Spéciale, au même taux des autres fonctionnaires de l'Etat, devrait apporter environ 900 €/net de plus à la retraite, portant notre pension de retraite à 48% de notre dernier traitement net.

Nous espérons que les autres OS appuieront cette revendication, légale et légitime au sein de la fonction publique pour la revalorisation juste de nos pensions.

Accord Licence 2

Les nouveaux règlements de l'Union à appliquer par tous, imposent de nouvelles contraintes comme notamment les tests de prorogation des compétences pratiques inscrits sur notre licence mais aussi et surtout de la mention linguistique.

Si sur les compétences pratiques on voit bien comment cela pourrait être fait de manière acceptable, la mention linguistique est un sujet brûlant.

Sur ces points UNSA-ICNA et SNCTA représentants près de 70% des ICNA sont très proches quant aux solutions que nous pourrions trouver compatibles.

Mais que ce soit clair, un Accord Licence 2 avec de nouvelles contraintes à 0€ comme le souhaitent certaines OS déconnectées des salles de contrôle, c'est inconcevable !

Alors que faut-il souhaiter ?

Certainement que nos responsables syndicaux soient courageux, lucides, et responsables.

L'heure est à l'union en occultant le passé difficile et en se concentrant sur notre avenir et sur l'urgence de la situation.

C'est le moment du compromis au profit de TOUS.

La section locale LFBB

POINTS CLES

1. L'exigence d'un protocole social enfin à la hauteur des enjeux de la DSNA et qui répond aux problématiques notamment des ICNA.
2. La menace qui pèse sur l'administration d'un conflit majeur du contrôle aérien en cas d'échec des négociations sociales
3. Refus officiel de l'administration d'assumer des régulations significatives pendant l'été aéronautique.
4. Un Projet EEE toujours en sursis : La formation MO des superviseurs doit être achevée pour entériner le déploiement : GO - NO GO à la mi décembre lors du prochain GS EEE.
5. Effectifs en berne : L'administration locale doit nous fournir du concret et très vite ! L'administration centrale doit rembourser ses dettes sociales (recrutement, rattrapage de la perte du pouvoir d'achat,...) avant d'en contracter de nouvelles ! Prochain GT effectif début Janvier.
6. Nouveaux écrans : Si le CDC a besoin d'éléments concrets nous lui en fournissons !

